



Une femme contrainte de céder une partie de ses terres à un grand groupe montre au personnel Oxfam certains des légumes qu'elle cultive sur ce qui lui reste de terres pour répondre aux besoins de sa famille (2013). Oxfam/Marc Wegerif

PROMESSES, POUVOIR ET PAUVRETÉ

Le cas des femmes en milieu rural face aux transactions foncières en Afrique

La ruée vers les investissements dans les terres agricoles en Afrique a un impact immédiat sur l'affectation des sols, les moyens de subsistance, la disponibilité des denrées alimentaires, le coût de la vie et au final l'accès des femmes aux terres pour la production alimentaire. Et il ne s'agit là que des impacts économiques. Le savoir des femmes, leur relation socio-culturelle avec la terre et leur gérance de la nature sont également menacés. Trop souvent négligés, les voix et les points de vue des femmes en milieu rural doivent être écoutés de toute urgence pour garantir une économie rurale robuste et de la nourriture pour tous.

RÉSUMÉ

La nouvelle vague d'investissements privés dans les terres est résolument orientée vers l'extension et l'intensification d'un modèle d'agriculture irréflecti qui a jusqu'à présent marginalisé la voix et les intérêts des femmes. Comme ce fut le cas avec le sisal, le tabac et le thé par le passé, le secteur privé qui investit actuellement dans les cultures de soja, de jatropha¹ et d'eucalyptus continue d'ignorer la production alimentaire à petite échelle effectuée par des femmes, jugée insignifiante et inutile. Ô combien à tort.

La production alimentaire à petite échelle et les femmes qui y participent constituent l'épine dorsale des moyens de subsistance en milieu rural. Les agricultrices, comme celles qui ont perdu leurs terres et que nous avons rencontrées dans le cadre des recherches menées pour le présent document, sont à l'origine de plus de la moitié de toute la nourriture produite dans le monde. On estime qu'1,6 milliard de femmes vivent de l'agriculture². Un grand nombre d'entre elles sont aujourd'hui menacées par une gigantesque vague d'investissements agricoles privés d'envergure qui compromettent l'approvisionnement en nourriture des personnes en situation de pauvreté.

Peu d'États songent au type d'investissements qui pourrait répondre aux véritables besoins des petites productrices de denrées alimentaires et de leurs communautés, susceptible de redynamiser l'économie rurale et de garantir la durabilité écologique des pratiques de culture pour les prochaines générations. Si les États souhaitent vraiment transformer l'économie rurale de leur pays, les investissements qu'ils encouragent et approuvent doivent donner aux populations rurales les moyens de mettre en œuvre leurs propres solutions en matière de développement rural.

Les femmes sont spoliées

Avec l'intensification de la concurrence sur les terres, les femmes en milieu rural sont de plus en plus souvent victimes de pression d'exclusion de la part des hommes de leur entourage ou de la communauté. Dès que les ressources naturelles acquièrent une valeur commerciale sur le marché international des matières premières, le contrôle et les décisions au sujet de ces ressources passent rapidement aux mains des hommes.³

Si des mesures compensatoires sont appliquées, les femmes en milieu rural ont moins de chance d'être désignées bénéficiaires directes, et dans tous les cas, les indemnités monétaires sont de courte durée et ne sauraient remplacer les avantages et les profits qu'elles tiraient de leurs terres.

Les femmes ne sont pas écoutées

L'exclusion des femmes de l'accès aux terres en milieu rural ne résulte pas seulement de leur perte de contrôle sur la production alimentaire. Le savoir-faire, les pratiques et les techniques qui ont su préserver pendant des siècles l'intégrité des terres, des semences et du sol sont également

Je suis désormais une sans-terre et n'ai d'autre choix que de trouver des petits boulots, comme laver le linge, par exemple pour des enseignants, ou travailler dans une [autre] ferme pour pouvoir me procurer de la nourriture. Aujourd'hui, j'ai travaillé sur l'exploitation d'une société et n'ai reçu qu'une bouillie de maïs, tout juste de quoi faire deux pots de [porridge].

Femme de 65 ans qui cultivait autrefois des terres désormais détenues par un grand groupe.

perdus, tout comme la valeur nutritionnelle des aliments. Lorsqu'un investisseur étranger entre en relation avec une communauté locale, il s'agit avant tout d'un rapport *informatif* plutôt que *consultatif* pour les femmes. Ces dernières ont rarement une quelconque influence, même au sein de mouvements indigènes et d'associations d'agriculteurs. Les systèmes émergents de financement du changement climatique et la compensation carbone par la reforestation légitiment et valorisent la production à grande échelle au détriment des femmes et de leurs systèmes de valeur.

Les femmes luttent pour survivre

Lorsque les femmes perdent l'accès aux terres sur lesquelles elles cultivaient des denrées alimentaires, elles n'ont d'autre choix que de trouver des revenus pour acheter de la nourriture, en pleine flambée du prix des denrées alimentaires.⁵ Face à tous ces obstacles et pour nourrir leur famille, les femmes choisissent souvent de moins manger (ce qui met leur santé en péril) et de renoncer à d'autres produits de première nécessité. Il en va de même pour l'eau, lorsque les monocultures intensives épuisent les nappes phréatiques ou lorsque des clôtures privent les populations de tout accès aux sources d'eau. Les femmes doivent alors *acheter* une ressource naturelle qui ne leur coûtait rien auparavant. Quel que soit leur âge, elles sont poussées vers des pratiques plus compromettantes, plus humiliantes et plus risquées, notamment des activités illicites et des mariages précoces.⁶

Alors même que davantage de produits de première nécessité doivent maintenant être achetés, tandis qu'ils étaient auparavant produits, les activités et les opportunités de gagner de l'argent sont rares. Les femmes peinent à trouver des emplois contractuels ou saisonniers et lorsqu'elles y parviennent, il s'agit généralement de tâches ingrates et sous-payées. Pour couronner le tout, en raison de la faiblesse ou de l'absence d'infrastructures bancaires en milieu rural, les femmes ne peuvent ni épargner ni capitaliser leurs gains et se retrouvent à la merci d'usuriers lorsque les temps sont durs.

Nous avons cruellement besoin de nourriture. De nos jours, la nourriture est acheminée depuis la ville pour être vendue au village, et pas l'inverse comme c'était le cas auparavant. Nous n'avons pas les moyens d'en acheter, car nous gagnons trop peu d'argent. Nous ne produisons plus nos propres denrées alimentaires comme par le passé, car des sociétés étrangères ont acheté nos terres dans le cadre de la politique de privatisation pour y cultiver des agrocarburants.

Femme du village de Mavuji, district de Kilwa, Tanzanie.⁴

RECOMMANDATIONS

Les États, les investisseurs, les organisations de développement et les organisations de défense des droits de l'homme doivent intervenir pour protéger la production alimentaire locale et les intérêts des femmes et des communautés en milieu rural face aux investissements privés dans les terres.

- Les **États** doivent intervenir avec fermeté pour :
 - renforcer les droits des femmes à la terre et aux ressources naturelles ;
 - investir dans le soutien des productrices de denrées alimentaires et de leurs modes de production respectueux de l'environnement ;
 - réguler avec fermeté les investissements pour protéger les systèmes alimentaires des femmes et l'environnement.
- Les **investisseurs** doivent :

- soutenir la production saine et à petite échelle de denrées alimentaires par les femmes ;
 - adopter des pratiques qui n'épuisent pas, mais renforcent la base de ressources naturelles ;
 - veiller à ce que les femmes soient impliquées dans les prises de décisions et à ce que leurs intérêts soient pris en compte.
- Les **organisations de développement et de défense des droits de l'homme** doivent travailler avec les femmes en milieu rural pour renforcer leur production et appuyer leurs voix et leur influence collectives.

Il s'agit avant tout de renforcer la voix et le pouvoir des femmes en milieu rural afin de faire pencher le rapport de forces en leur faveur, leur permettant d'identifier les opportunités, de prendre des décisions et d'agir en conséquence. Cela commence par le fait de prendre suffisamment confiance en elles pour avoir le courage de mener des projets qu'elles n'auraient jamais cru pouvoir réaliser. Face à des acteurs puissants comme les grands groupes ou les États, les femmes puisent leur force dans leur regroupement en collectifs pour revendiquer leurs droits.⁷

NOTES

- ¹ Le jatropha est un arbuste qui peut atteindre la taille d'un petit arbre. Ses feuilles et ses gousses sont toxiques. Les gousses renferment plusieurs graines noires environ deux fois plus grosses qu'un grain de café et qui, une fois écrasées, produisent de l'huile. Il est devenu l'une des plantes les plus utilisées pour la production d'agrocarburant, malgré les questions qui subsistent sur sa viabilité et ses effets sur l'environnement. La plante pousse sous un climat tropical et est principalement produite en Indonésie, aux Philippines, au Cambodge, en Inde et en Amérique latine. Voir : <http://www.npr.org/blogs/thesalt/2012/08/22/159391553/how-a-biofuel-dream-called-jatropha-came-crashing-down> et <http://fr.wikipedia.org/wiki/Jatropha>
- ² Theobald (2010)
- ³ Dans le cadre de ses opérations dans de nombreuses régions du monde, Oxfam a pu constater cette transition d'un contrôle des cultures par les femmes à une mainmise par les hommes dès lors que ces cultures revêtaient une valeur commerciale. Comme l'a indiqué Sabine Guendel dans une note à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), « en général, les hommes s'emparent des cultures traditionnellement gérées par des femmes lorsque ces cultures deviennent plus productives ou plus rentables. » (Guendel 2009)
- ⁴ Land Rights and Rights Research and Resources Institute (2010), « Accumulation by Land Dispossession and Labour Devaluation in Tanzania. A case of biofuels and forestry investments in Kilwa and Kilolo ». <http://hakiardhi.org>
- ⁵ Le prix des denrées alimentaires s'est envolé en 2008 dans le monde entier et reste à un niveau élevé. Voir : Oxfam (2011a), p. 38. La FAO suit également le prix des aliments, voir : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/>
- ⁶ Cela se reflète dans le nombre croissant de femmes se rendant coupables de délits et emprisonnées en Afrique. Dans les prisons africaines, les femmes sont majoritairement pauvres et non instruites. Elles purgent le plus souvent des peines pour vol, avortement, tentative de meurtre, meurtre ou infanticide. Voir Sarkin (2009). Le mariage d'enfants est aussi étroitement lié à la pauvreté (ICRW non daté ; UNICEF 2010, pp. 46-47).
- ⁷ Eyben, Kabeer et Cornwall (2008)

RÉFÉRENCES

[Tous les URL ont été consultés pour la dernière fois en février 2013]

Eyben, R., N. Kabeer, et A. Cornwall (2008) « Conceptualizing Empowerment and the Implications for Pro-Poor Growth », paper for the DAC Poverty Network, Sussex : Institute of Development Studies,

<http://www.ids.ac.uk/idspublication/conceptualising-empowerment-and-the-implications-for-pro-poor-growth>

Guendel, S. (2009) « What are “women's crops”, and why? », Rome : FAO,

http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-insight/gender-insightdet/en/?dyna_fef%5Buid%5D=36003

ICRW (undated) « Child Marriage and Poverty » fact sheet,

<http://www.icrw.org/files/images/Child-Marriage-Fact-Sheet-Poverty.pdf>

Oxfam (2011) « Cultiver un avenir meilleur : la justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », Oxford : Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/growing-a-better-future-food-justice-in-a-resource-constrained-world-132373>

<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/growing-a-better-future-food-justice-in-a-resource-constrained-world-132373>

Theobald, M. (2010) « Female Farmers Overcome Barriers to Feed Africa »,

Institut World Watch et FIDA, <http://www.worldwatch.org/node/6431>

UNICEF (2010) « Progrès pour les enfants : réaliser les OMD avec équité »,

http://www.unicef.org/protection/Progress_for_Children-No.9_EN_081710.pdf

© Oxfam International avril 2013

Ce document a été rédigé par Nidhi Tandon et Marc Wegerif, avec la contribution de Prosper Ngowi, Patience Mutopo, et Abena Boateng. Oxfam remercie les membres de la communauté et les représentants des entreprises interviewés pour leur assistance dans la réalisation de ce document et pour nous avoir fourni leurs points de vue et des informations pour les études de cas de cette étude. Jonathan Mazliah, Mark Fried, Teresa Caverro et David Wilson ont apporté une précieuse assistance à l'édition de ce document. Ce dernier fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-292-9 en avril 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org